

# L'emploi se développe aussi dans les territoires périurbains

aua / T

Le dynamisme de l'emploi dans l'aire urbaine de Toulouse, au cours des dix dernières années, renforce l'agglomération dans ses fonctions métropolitaines et de centralité. Mais cette croissance, unique en France, profite aussi aux territoires périurbains, préférentiellement ceux situés le long des axes reliant Toulouse aux villes moyennes, elles aussi en croissance.

## PERSPECTIVES

OBSERVATOIRE PARTENARIAL ÉCONOMIE / OCTOBRE 2013

# VILLES

### Des dynamiques d'emplois dans le périurbain...

De nombreux travaux de recherche montrent un phénomène de desserrement des activités débordant hors des centres urbains. Ce mouvement n'est pas nouveau, mais il s'est accéléré au cours des dix dernières années.

L'aire urbaine de Toulouse s'inscrit dans ce mouvement. L'emploi<sup>1</sup> périurbain a ainsi augmenté de près de 40 % entre 1999 et 2010, soit 20 points de plus que sur la décennie précédente. Ce desserrement accompagne le fort développement résidentiel des communes périurbaines qui ont accueilli 36% d'habitants en plus entre 1999 et 2010.

Mais depuis les débuts de la crise économique en 2008, les dynamiques d'emplois ralentissent. C'est là le signe d'un modèle économique « péri-urbain » plus sensible aux fluctuations du marché, en lien avec la consommation des ménages, et davantage soumis aux conditions d'accès au crédit bancaire des particuliers.

### ...qui font suite à un desserrement des emplois vers la banlieue

Les gains d'emplois dans le périurbain sont importants mais restent, somme toute, relatifs par rapport à la dynamique du pôle d'emploi central<sup>2</sup>. Les principaux pôles d'emploi du cœur de l'agglomération se sont considérablement développés et renforcés ces dernières années, notamment par la réalisation de grands programmes d'aménagement dédiés à l'économie.

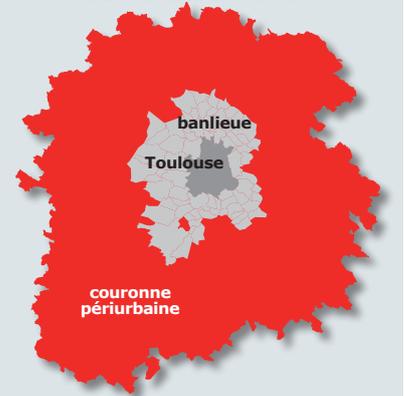
La ville de Toulouse figure ainsi à la deuxième place du classement national des communes enregistrant les plus forts gains d'emplois au cours des dix dernières années (derrière Roissy-en-France). Le positionnement des communes périphériques est encore plus révélateur : Blagnac au 9<sup>e</sup> rang, Colomiers au 34<sup>e</sup>, Labège au 47<sup>e</sup> et Balma au 95<sup>e</sup> pour les plus importantes.

### CHIFFRES CLÉS

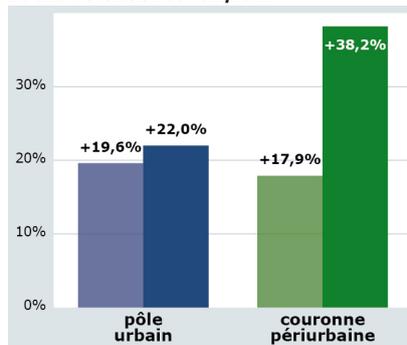
#### Couronne périurbaine :

- 380 communes
- 353 000 habitants
- 80 000 emplois
  - + 12 500 emplois salariés privés entre 1999 et 2007
  - + 3 600 emplois salariés privés entre 2007 et 2012

#### L'aire urbaine de Toulouse

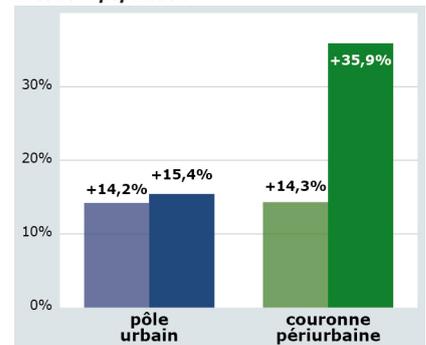


#### 10 ans d'évolution de l'emploi...



Source : Insee

#### ... et de la population

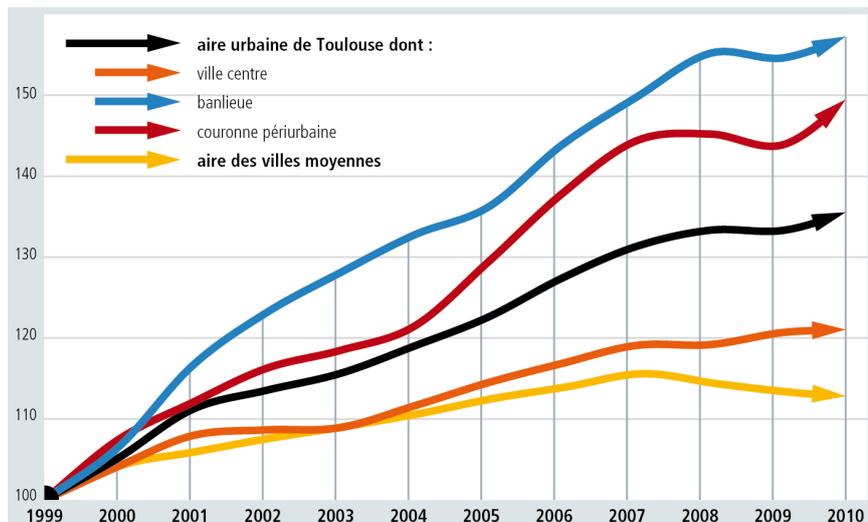


1 Les évolutions sur l'emploi portent ici sur les actifs âgés de 25 à 54. Cette précaution méthodologique est nécessaire car la définition même du terme « emploi » a évolué dans le Recensement Rénové. Il couvre désormais une population plus large, notamment les étudiants et les retraités qui se déclarent en activité.

2 Autrement dénommé unité urbaine ou pôle urbain par l'Insee.

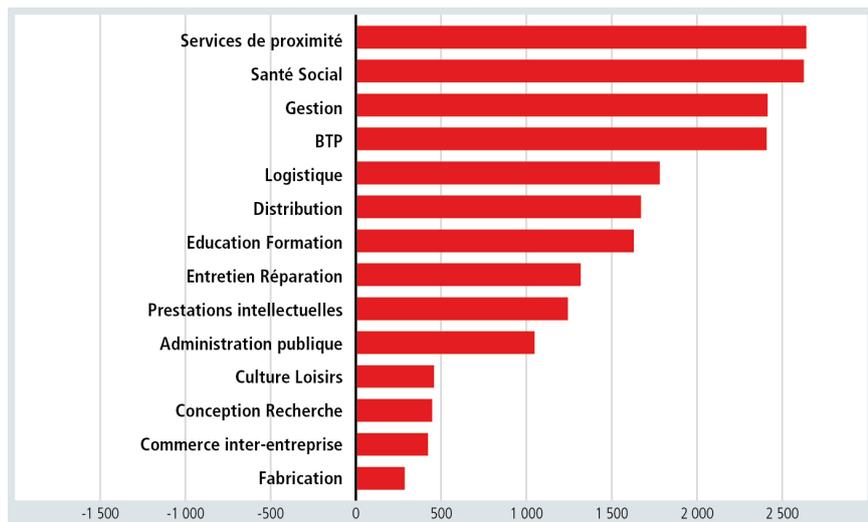


Evolution de l'emploi salarié privé (base 100 en 1999)



Source : Pôle Emploi.

Evolution des emplois périurbains par fonction économique entre 1999 et 2008 (hors agriculture)



Source : Insee, recensement.

**Note de lecture :**

Les emplois liés à l'agriculture ne sont pas représentés dans le graphique ; les données du recensement ne recouvrent que partiellement le secteur agricole. Selon le RGA, le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 23 % entre 2000 et 2010 dans la couronne périurbaine.

**Un long cycle de croissance des emplois**

Les emplois d'un territoire se composent d'emplois salariés (de la fonction publique et du privé) et d'emplois non salariés (indépendants sans salarié, employeurs, aides familiaux).

Ces derniers se caractérisent par une plus forte représentation dans les territoires périurbains : leur part s'établit ainsi à 20 % (contre 8 % pour l'unité urbaine), ce qui représente au global 16 000 emplois. Dans les emplois salariés, ceux du public, sont au nombre de 13 000 fin 2010, selon l'Insee. Les salariés relevant du régime privé s'élèvent, pour leur part à 46 400 emplois fin 2012<sup>1</sup>.

Ces emplois salariés privés sont les plus sensibles aux fluctuations du marché. Leur nombre a ainsi augmenté de 50 % entre 1999 et 2010<sup>2</sup> suivant différents cycles. La première partie, jusqu'en 2007, se caractérise par une très forte augmentation des emplois, en particulier de 2004 à 2007. Dans la crise, en 2008 et surtout 2009, l'emploi se stabilise montrant des signes de résistance aussi forts que dans le cœur de l'agglomération. En revanche, depuis 2010, la situation est plus fragile. Les gains d'emplois ont tendance à se resserrer sur les principaux pôles d'emplois de l'agglomération.

Les activités périurbaines se développent davantage en réponse aux besoins quotidiens des populations. Les services de proximité, la santé et l'action sociale recouvrent ainsi les principales fonctions qui ont assuré les gains d'emplois depuis dix ans. Ce développement résidentiel s'accompagne d'un desserrement de certaines activités, comme la logistique, le commerce de gros, le BTP et certains services de gestion des entreprises. Ces activités trouvent en périurbain les conditions nécessaires à leur installation : accessibilité et coût du foncier essentiellement.

1 Source : Urssaf

2 Source : Unedic

**Polarisation des emplois dans le périurbain**

Dans la couronne périurbaine de Toulouse (380 communes), définie en 2010, 49 communes sont considérées comme urbaines\*. 17 sont des communes isolées et 32 forment une agglomération multicommunale.

En 2010, ces 49 communes, dont certaines sont identifiées comme des pôles d'équilibre dans les exercices de SCoT en cours, représentent 62% des emplois périurbains. Les emplois salariés privés y ont cru, entre 2000 et 2010, de 47 % contre 9 % pour le reste des communes périurbaines.

\* La notion d'unité urbaine a été consolidée en 2010 par l'Insee. Elle concerne des communes ou un ensemble de communes qui comportent sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucun bâtiment n'est séparé de plus de 200 mètres. Cette définition concerne bien évidemment les agglomérations, mais également de petites unités dans l'influence directe des agglomérations (donc périurbaines, voire rurales).

## Les dynamiques d'emplois périurbaines se concentrent le long de grands axes

Les dynamiques d'emplois dans le périurbain s'opèrent essentiellement dans les espaces « tampons » entre l'agglomération toulousaine et les villes moyennes qui lui sont proches. Les axes structurants (autoroutes, nationales, voies ferrées...) qui relient ces territoires attirent la croissance au sein de communes « pôles », toutes supérieures à 1 000 emplois, dont certaines sont situées en dehors de l'aire urbaine de Toulouse.

Les axes Toulouse – Montauban et Toulouse – Pamiers figurent parmi les territoires les plus dynamiques, avec respectivement des gains d'emplois de + 49 % et + 54 % au cours des dix dernières années.

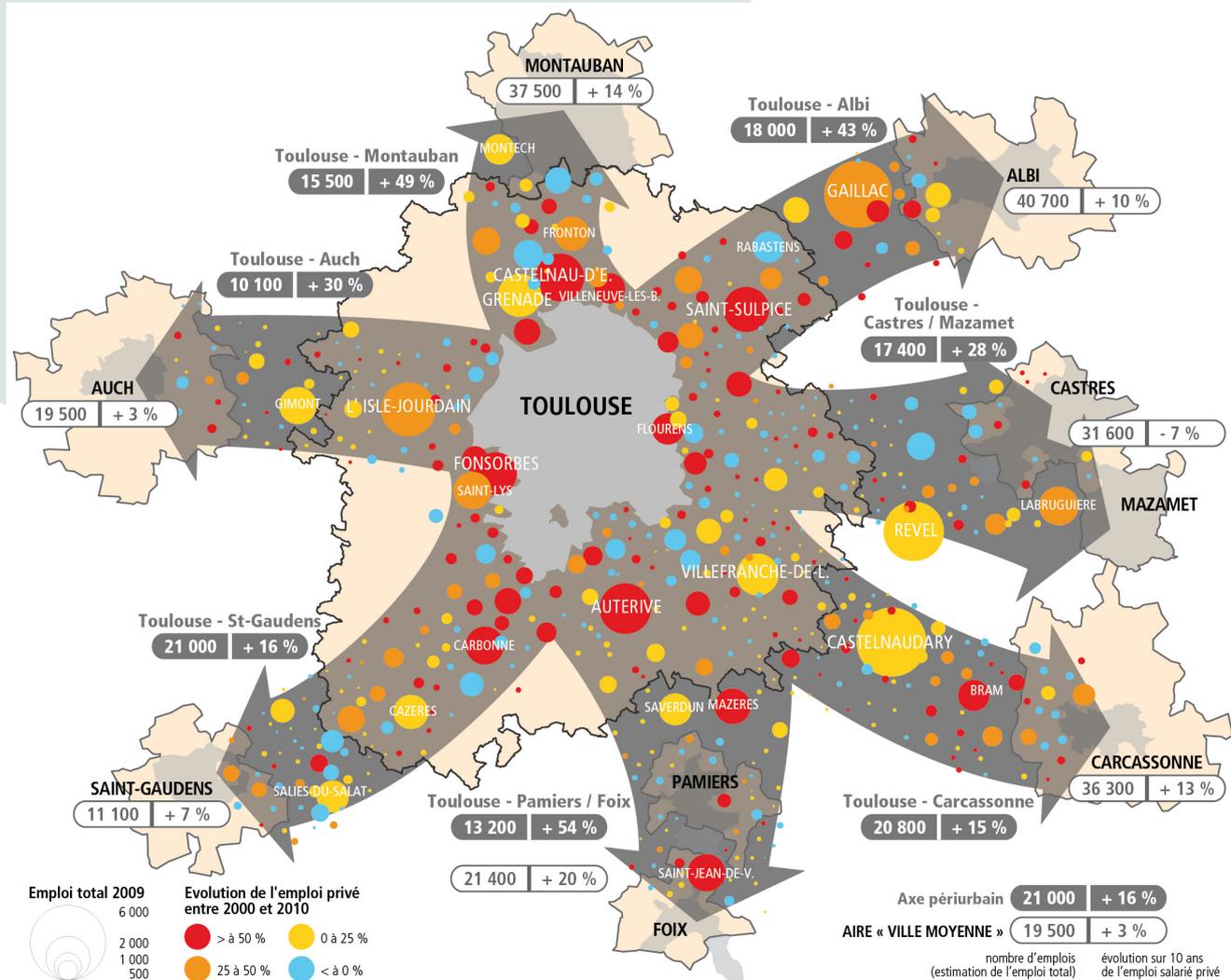
Vers Montauban, le développement de la plateforme logistique Eurocentre sur les communes de Castelnaud-d'Estretfonds et de Villeneuve-les-Bouloc polarise la croissance. Merville, Fronton et Grenade complètent la dynamique au nord. La dynamique de l'axe Pamiers – Foix s'appuie sur le pôle d'Auterive en forte croissance et les communes de Mazères et Saverdun, au nord de l'Ariège, bénéficiant depuis 2002 de l'ouverture de l'A66 en direction de l'Andorre et de l'Espagne.

L'axe vers Albi est également en fort développement, même si la période récente marque une pause. Saint-Sulpice-sur-Tarn, Garidech, Montastruc-la-

Conseillère, Bessières... les communes dans l'influence directe du pôle urbain de Toulouse sont en forte progression. Au-delà, Gaillac constitue une autre polarité en plein redéploiement.

L'axe vers Auch s'organise également autour d'une polarité forte, L'Isle-Jourdain, et à un niveau moindre celle de Gimont dans son prolongement. Vers Castres-Mazamet, l'axe ne présente pas les mêmes dynamiques, même si Revel poursuit de son côté son développement. Même constat vers Saint-Gaudens, où la partie attenante à l'agglomération toulousaine jusqu'à Carbonne porte l'essentiel de la croissance.

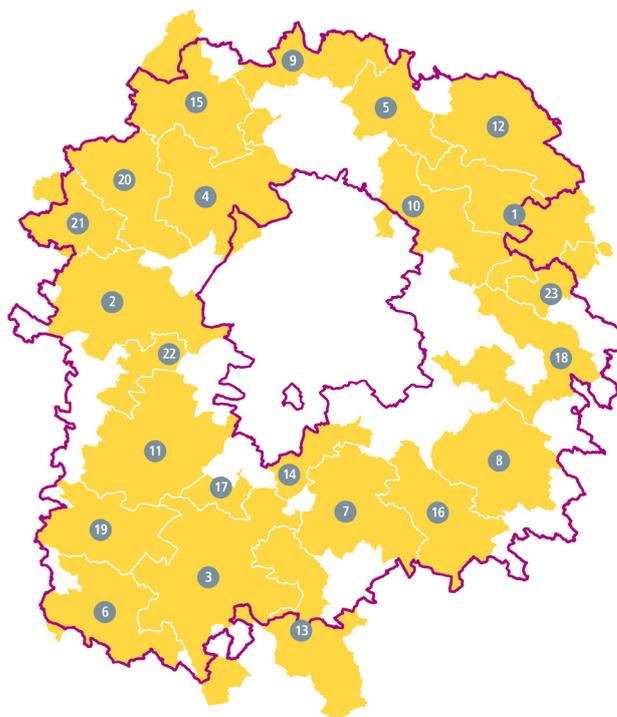
10 ans de dynamiques d'emplois périurbains



## Outil de veille InterSCoT

La mise en œuvre de quatre schémas de cohérence territoriale (SCoT) mitoyens sur le grand territoire toulousain s'appuie sur une instance de mutualisation : l'InterSCoT. Cette instance s'est dotée d'outils pour suivre, mettre en œuvre et évaluer les démarches de planification territoriale engagées. Un de ces outils, « l'outil de veille », a pour finalité de vérifier périodiquement que les enjeux de développement sont maîtrisés.

Parmi ces enjeux, les équilibres de territoires et la polarisation des emplois sont un socle commun. En particulier, dans les SCoT périphériques des communes « pôles » ont été identifiées pour accueillir préférentiellement la croissance, qu'elle soit résidentielle ou économique : au moins 50 % des emplois et des habitants supplémentaires doivent y être accueillis. Une recherche d'un meilleur équilibre habitant-emploi est également inscrite dans les orientations des SCoT et la Vision Stratégique InterSCoT.



### L'emploi dans les communautés de communes périurbaines

	Communauté de communes	Commune siège (nb. de communes)	Emplois totaux 2010		Evolution emplois privés	
			nombre	% non salariés	2000-2007	2007-2012
1	CC Tam-Agout	Saint-Sulpice (13)	9 380	15%	+ 42%	+ 10%
2	CC de la Gascogne Toulousaine	L'Isle-Jourdain (14)	5 130	20%	+ 40%	+ 14%
3	CC du Volvestre	Carbonne (27)	5 100	24%	+ 35%	+ 11%
4	CC de Save et Garonne	Grenade (13)	4 640	22%	+ 26%	+ 2%
5	CC Val'Aigo	Villemur-sur-Tarn (8)	4 180	17%	+ 18%	- 6%
6	CC du Canton de Cazères	Cazères (16)	4 090	18%	+ 22%	- 5%
7	CC de la Vallée de l'Ariège	Auterive (12)	4 080	20%	+ 83%	+ 25%
8	CC Cap Lauragais	Villefranche-de-Lauragais (21)	3 770	21%	+ 30%	+ 4%
9	CC du Terroir Grisolles/Villebrumier	Labastide-Saint-Pierre (10)	3 400	21%	- 14%	+ 6%
10	CC des Coteaux du Girou	Graguague (14)	2 980	28%	+ 30%	+ 8%
11	CC du Savès	Rieumes (18)	2 890	25%	+ 8%	+ 9%
12	CC du Pays Rabastinois	Rabastens (7)	2 320	29%	+ 23%	- 25%
13	CC de Lèze	Le Fossat (12)	1 920	28%	+ 23%	- 16%
14	CC de Lèze Ariège Garonne	Vernet (4)	1 790	23%	+ 37%	+ 9%
15	CC du Pays de Garonne et de Gascogne	Verdun-sur-Garonne (9)	1 680	31%	+ 41%	- 9%
16	CC Coteaux du Lauragais Sud (CO.LAUR.SUD)	Nailloux (10)	1 670	24%	+ 20%	+ 56%
17	CC de Garonne - Louge	Capens (3)	1 390	19%	+ 100%	+ 16%
18	CC Coeur Lauragais	Le Cabanial (22)	1 100	35%	+ 5%	+ 4%
19	CC de la Louge et du Touch	Le Fousseret (14)	1 040	34%	+ 5%	- 2%
20	CC du Canton de Cadours	Cadours (16)	930	35%	+ 39%	- 11%
21	CC Terride Arcadèche	Cologne (13)	640	31%	+ 126%	- 4%
22	CC Rurales des Coteaux du Savès et de l'Aussonnelle	Saiguède (6)	370	34%	+ 101%	- 35%
23	CC du S.E.S.C.A.L	Marzens (8)	220	42%	+ 13%	- 6%

Source : Insee, recensement ; Pôle Emploi.